



Rouen

PUBLIE LE 5 JAN. 2026

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

10 PERMIS DE LOUER - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVOY, Mme Laura SLIMANI (représentée par Mme Françoise LESCONNED jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 44), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE, M. Manuel LABBE, M. Sileymane SOW (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN après son départ de la séance à 16 h 50), Mme Elizabeth LABAYE (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY après son départ de la séance à 18 h), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZUILI (représenté par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ après son départ de la séance à 17 h 39), Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Elizabeth LABAYE pendant son absence de 15 h 16 à 16 h 58), M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO (représenté par M. Mohamed BERBRA après son départ de la séance à 17 h 39), M. Jean DE BEIR (représenté par Mme Amèle MANSOURI après son départ de la séance à 17 h 30), M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNED, M. Cyrille MOREAU, M. Stéphane MARTOT, Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAISET après son départ de la séance à 17 h 56), Mme Marie FOUQUET (représentée par M. Valentin RASSE-LAMBRECQ jusqu'à son arrivée en séance à 17 h 03), Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT, M. Abdelkrim MARCHANI (représenté par M. Kalminthe GOMIS après son départ de la séance à 18 h 16), M. Thibaut DROUET (représenté par M. Yves SORET après son départ de la séance à 15 h 52), Mme Zohra AMIMI, M. Nicolas LEVARAY (représenté par Mme Laura SLIMANI après son départ de la séance à 17 h), M. Adrien NAISET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI, M. Bruno DEVAUX (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 25), Mme Hayet ZERGUI, Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON après son départ de la séance à 18 h 05), Mme Marie BERRUBÉ (jusqu'à son départ de la séance à 18 h 26), Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : Mme Fatima EL KHILI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVOY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Cyrille MOREAU), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Claire GUEVILLE (représentée par M. Jean-Pierre TREDET), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Marie-Andrée MALLEVILLE), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (représentée M. Jean DE BEIR jusqu'à 17 h 30), M. Pierre-Antoine SPRIMONT (représenté par Mme Marie BERRUBÉ jusqu'à 18 h 26).

ABSENTS : M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.



VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 18 DECEMBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

PERMIS DE LOUER - CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES

MESDAMES, MESSIEURS,

Par délibération en date du 17 décembre 2020, la Ville de Rouen a mis en place le dispositif Permis de Louer sur plusieurs secteurs de la Ville.

Ainsi, lors d'une première mise en location et à chaque changement de locataire, les propriétaires bailleurs privés doivent obtenir au préalable une autorisation par la ville de louer leur logement.

Toutefois, la Ville n'instruit que les demandes d'autorisation préalables de mise en location déclarées par les propriétaires ou leurs mandataires. En effet, le dispositif ne prévoit pas de mécanisme automatique d'identification des mises en location irrégulières

Dans ce contexte, et pour permettre une identification plus complète des logements mis en location sans autorisation préalable, il est proposé de mener un travail partenarial avec la Caisse d'Allocations Familiales (C.A.F.) de Seine-Maritime, afin de permettre un croisement des données à caractère personnel relatives aux allocataires et aux bailleurs relevant du dispositif du Permis de Louer.

Il est donc proposé :

- Une transmission trimestrielle par la C.A.F. de requêtes à la cellule Permis de louer
- D'effectuer une comparaison avec les autorisations délivrées

Ce partage d'information permet à la Ville de détecter les logement mis en location dans le périmètre du permis de louer sans autorisation et ainsi accroître l'efficacité de ce dispositif.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir autoriser M. le Maire ou l'élue déléguée, à signer la convention de partenariat avec la C.A.F.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Sur le rapport de Mme Amèle MANSOURI, Adjointe,

VU :

- Le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L.2121-29,
- Le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L. 635-1 et suivants et R. 635-1 et suivants, relatifs à l'autorisation préalable de mise en location,
- La loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (A.L.U.R.) du 24 mars 2014 notamment ses articles 92 et 93,



- La délibération du Conseil municipal de Rouen du 17 décembre 2020, sollicitant la Métropole Rouen Normandie pour la délégation du permis de louer sur six secteurs à Rouen,

- La délibération du Conseil Métropolitain de la Métropole Rouen Normandie du 8 février 2021 instaurant le permis de louer sur six secteurs à Rouen,

- Le projet de convention joint en annexe.

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Rouen mène les procédures de contrôle et de sanction à l'encontre des propriétaires bailleurs en défaut d'autorisation préalable de mise en location,

- Que le concours de la C.A.F. permettrait à la Ville de déterminer les logement mis en location dans le périmètre du permis de louer sans autorisation et ainsi accroître l'efficacité du dispositif Permis de Louer,

- Qu'il convient d'encadrer par une convention à signer entre la Ville de Rouen et la C.A.F. la transmission de données destinées à repérer les contrevenants.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

- approuve le projet de convention à passer avec la Caisse d'Allocations Familiales de Seine-Maritime joint en annexe de la présente délibération, relative à l'échange de données dans le cadre de l'instauration du permis de louer.

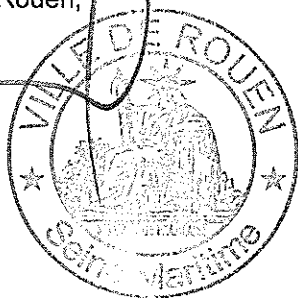
- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à signer la convention de partenariat avec la C.A.F.

La délibération votée à 17 h 56 est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p/ extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérécourse Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

076-217605401-20251229-10D-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 30/12/2025
Publication : 05/01/2026

Pour l'autorité compétente par délégation

